

Economie Politique du Maroc

Sommaire

Présentation du dossier :

Où va l'Economie Politique du Maroc ? - M. Oubenal 2

I-Economie politique et mutations du capitalisme marocain :

Au nom de la modernité : dépossession de la petite paysannerie et urbanisation. Le cas de la privatisation des terres guich loudaya à Rabat - S. El Kahlaoui 5

Economie politique, et politiques économiques au Maroc - N. Akesbi 29

L'économie politique du Maroc : entre croissance, confiance et défiance - K. Mesbahi 77

Les transformations de la structure financière du capitalisme marocain - M. Oubenal, A.Zeroual 95

Réformes néolibérales, groupes d'affaires et développement au Maroc - M. S. Saâdi 112

II- Emergence industrielle et mondialisation :

Le Maroc industriel dans la mondialisation : processus, trajectoires et acteurs - A. Piveteau 133

Une nouvelle économie politique de l'industrie : l'essor du salariat mondialisé dans la zone franche de Tanger - A. Bidet, B. Ouédraogo, G. Rot, F. Vatin 155

Le projet d'émergence industrielle du Maroc en question - M. Rami 170

III Politiques monétaire et budgétaire :

La politique monétaire au Maroc - M. Akaaboune 191

Politique de contraction budgétaire au Maroc (1993 – 2014) : Bilan et perspectives d'avenir - E. Bendaoud 218

La réduction du déficit budgétaire durant le quinquennat 2012-2016: un cadeau empoisonné -A. Berrada 234

Présentation :

Où va l'Economie Politique du Maroc ?

Oubenal Mohamed¹

Au niveau mondial, la crise financière de 2008 et ses conséquences économiques et sociales ont conduit à la remise en cause de l'intégrisme du marché. Plusieurs économistes, parfois parmi les plus farouches défenseurs de la doxa néolibérale, redécouvrent les vertus des institutions, de l'Etat providence et des politiques de redistribution et de relance. Cela a conduit à l'émergence, dans les pays du Nord, d'un discours politico-économique prônant le retour en force de l'Etat soit à travers des perspectives émancipatrices qui cherchent difficilement à sortir de la dictature des marchés (Podemos en Espagne, le parti Pirate en Islande, Syriza et les mouvements anarchistes en Grèce, une direction du *Labour* plus à gauche en Grande-Bretagne) ou des projets nationalistes qui promeuvent une politique protectionniste, anti-immigration et islamophobe (Le « trumpisme » aux Etats-Unis, UKIP en Grande-Bretagne et les différents mouvements d'extrême droite en plein essor en Europe).

Au niveau de la région d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, les soulèvements de 2011 ont constitué un choc pour les économistes de la Banque Mondiale et du FMI qui ont prôné les déréglementations pour assurer la transition démocratique dans cette région. Or depuis 2011, des experts de ces mêmes institutions produisent des publications où ils remettent parfois en cause des recommandations qui ont été jusque-là émises. Cette «petite bifurcation» apparaît dans des concepts tels celui de capitalisme de connivence (*crony capitalism*) qui commence à être adopté pour qualifier les politiques économiques appliquées dans la région. Par exemple, le secteur public et les réglementations étatiques ne sont plus perçus comme les seuls instruments capables de bloquer le développement de ces pays mais s'y ajoutent les mesures prônées par les institutions internationales. Les privatisations et les déréglementations peuvent ainsi être captées par les clans et les régimes autoritaires pour accumuler des ressources et s'enrichir.

Les mesures économiques adoptées par les groupes politiques qui ont dominé depuis 2011 ne s'inscrivent même pas dans un discours de rupture ou de remise en cause des politiques économiques néolibérales. Qu'il s'agisse des variantes de l'islamisme ou des divers régimes claniques, leurs approches perpétuent les mêmes structures socio-économiques d'appauvrissement des classes populaires et d'accaparement des ressources par une infime minorité. Même lorsque de nouvelles stratégies sont esquissées, elles visent principalement à assurer la pérennité des clans dominants soit en diversifiant les alliés et financeurs étrangers afin de ne plus dépendre uniquement de régimes occidentaux versatiles, soit en achetant la paix sociale grâce à une forme de charité qui crée une dépendance organique chez plusieurs groupes sociaux.

Les tendances de l'islam politique réformiste qu'il s'agisse de ses variantes « fréristes » (Al-Ikhwan en Egypte et Annahda en Tunisie) ou rigoristes (PJD au Maroc) n'ont pas su prendre les mesures politico-économiques pouvant répondre au mot d'ordre «liberté, dignité et justice sociale» qui ont marqué les revendications populaires depuis 2011. Plutôt que de porter sur les valeurs, le réformisme de cet islam politique a consisté à cohabiter avec l'autoritarisme des clans qui contrôlent les institutions politiques. Pour ce qui est des réformes économiques «islamistes» elles s'inscrivent davantage dans la droite ligne des vieilles recettes du FMI comme on l'a vu au Maroc avec la décompensation, l'introduction d'une flexibilisation de

¹ Chercheur en sociologie à l'IRCAM (Rabat).

l'emploi dans la fonction publique et la modification du régime des retraites au détriment du personnel civil de l'Etat. Plutôt que de couper court aux rentes qui gangrènent l'économie marocaine en réformant le système des agréments et de cession de biens relevant du domaine privé de l'Etat et des Collectivités locales l'«islamisme» économique s'est plus préoccupé d'améliorer la place du Maroc dans le classement *Doing Business* dont les critères sont établis par la Banque mondiale.

En réalité, les fondements du modèle politico-économique d'un pays comme le Maroc, sont à chercher bien avant l'apparition de l'islamisme politique, elles reposent en premier lieu sur la structure socio-économique mise en place pendant le protectorat français. Comme le souligne Soraya El Kahlaoui, dans son article qui figure dans ce hors-série², les autorités coloniales ont établi un système dual qui permet d'extraire les richesses de l'économie traditionnelle et «indigène» qu'on retrouve dans le monde rural et en périphérie des villes et de les transférer vers une économie moderne bénéficiant aux habitants des quartiers européens. Au niveau foncier, la dépossession s'effectue grâce au dahir de 1914 facilitant les procédures d'expropriation des terres pour les besoins de l'exécution des plans d'aménagements et celui de 1919 transférant la propriété de plusieurs terres collectives au profit de l'ancienne direction des affaires «indigènes». Aujourd'hui encore, le cas de la privatisation des terres *guich loudaya* montre comment l'Etat néolibéral mobilise ce type d'instruments pour développer le secteur immobilier et créer des villes favorables à la dynamique du Capital.

Pour Najib Akesbi les fondements de la politique économique marocaine ont été posés par Hassan II³. Ils reposent sur deux paris : la centralité du secteur privé qui doit être le moteur du développement plutôt que l'Etat et l'importance des exportations de biens et de services pour améliorer la croissance de l'économie. Le règne de Mohammed VI ne marque pas une rupture mais une inflexion dans le cours de ces orientations cinquantennaires, en ce sens que de nouvelles initiatives sont prises pour accélérer ou accentuer une dynamique engagée (investissements d'infrastructures, libéralisation des échanges), décomposer un cadre stratégique existant (remplacer le plan national par des plans sectoriels) ou encore introduire une nouvelle gouvernance plus en phase avec l'air du temps mais démocratiquement problématique. Ainsi les «chantiers structurants» de l'ère Mohammed VI qui comprennent, entre autres, plusieurs plans sectoriels, l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) et les grands projets d'infrastructures souffrent d'un déficit démocratique du point de vue de leur processus d'élaboration, de validation et de responsabilité. Cela rejoint le point de vue développé par Kamal Mesbahi qui considère que le dépassement des défaillances de l'économie marocaine dépend de la transformation des institutions⁴. La réduction progressive de la rente et de la corruption pourrait ainsi rétablir la confiance et susciter une dynamique économique positive. Cette lutte graduelle serait fondée sur les principes de responsabilité, de reddition des comptes, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Les deux articles suivants s'intéressent aux transformations induites par la phase de libéralisation économique qu'a connue le Maroc pendant les années 1980 et 1990. Grâce à une comparaison entre l'actionnariat de 344 entreprises en 2016 et des données qui datent de la période d'avant le plan d'ajustement structurel, Mohamed Oubenal et Abdellatif Zeroual⁵ expliquent que les principaux bénéficiaires des politiques néolibérales sont le capital privé marocain proche du palais et le capital étranger. Ce dernier domine le secteur industriel suite

² «Au nom de la modernité : dépossession de la petite paysannerie et urbanisation. Le cas de la privatisation des terres *guich loudaya* à Rabat».

³ «Economie politique, et politiques économiques au Maroc».

⁴ «L'économie politique du Maroc: entre croissance, confiance et défiance».

⁵ «Les transformations de la structure financière du capitalisme marocain».

au désengagement de l'Etat tandis que le capital privé marocain est, quant à lui, hégémonique dans le commerce et s'est renforcé en finance. L'analyse du réseau de co-actionariat montre l'existence d'un cœur de réseau interconnecté dominé par l'investisseur institutionnel CDG et la holding royale SNI alors que des acteurs, jadis dominants, comme les groupes Kettani et Lamrani se sont affaiblis. Mohammed Said Saâdi souligne⁶, quant à lui, que le pouvoir central au Maroc s'est approprié les réformes néolibérales pour maintenir son hégémonie sur le système politique et économique alors que les grands groupes d'affaires (*business group*) ont réagi aux réformes par le biais de la prise de parole (*voice*) ou de la défection (*exit*) et en diversifiant leurs stratégies de manière à accroître leur contrôle sur l'économie marocaine.

Trois articles s'intéressent à la stratégie industrielle du Maroc en prônant des approches différentes. Le premier article d'Alain Piveteau⁷ propose un séquençage historique des politiques et stratégies industrielles poursuivies par le Maroc et étudie le lien historiquement faible entre industrialisation et politique industrielle au Maroc. Alexandra Bidet, Jean-Bernard Ouédraogo, Gwenaële Rot et François Vatin analysent, quant à eux, les mutations économiques et sociales en cours dans la zone industrielle de Tanger⁸. Il s'agit en particulier de l'émergence d'un salariat industriel. Cela débouche sur une forme de «paternalisme» où les entreprises tendent à remplacer l'absence d'un Etat social en déployant des stratégies de fidélisation et de stabilisation de la main d'œuvre. Le troisième article de Mohammed Rami⁹ vise à interroger la nouvelle stratégie industrielle marocaine qui risque, selon lui, de reproduire la dépendance du pays. Pour dépasser cela, l'auteur plaide pour le renforcement de l'Etat afin qu'il puisse mobiliser de nouvelles forces productives et culturelles à l'instar du rôle qu'a joué l'Etat développeur dans plusieurs pays émergents tels que la Malaisie.

Dans son article, Mohammed Akaaboune¹⁰ critique la politique monétaire passive de Bank Al-Maghreb qui utilise des instruments non sélectifs et de faible portée macroéconomique. Ainsi, un refinancement des banques sélectif et conditionné par un usage ciblé des fonds avancés permettrait d'encourager l'investissement dans les secteurs productifs et la création d'emplois. Les deux derniers articles s'intéressent à la politique budgétaire de l'Etat. L'article d'El Mataoui Bendaoud¹¹ évalue la politique de contraction budgétaire choisie par le Maroc depuis 1993. L'auteur estime qu'elle n'a pas pu relancer l'économie et qu'elle a même engendré une chute de la demande intérieure, une baisse de la consommation des ménages et une perte de richesses. Abdelkader Berrada¹² analyse le déficit budgétaire durant le quinquennat 2012-2016. Ce déficit traduit, selon lui, une remise en cause de la fonction redistributive de la dépense publique accompagnée d'une augmentation vertigineuse du service de la dette du Trésor et une quasi-stagnation sinon une baisse des dépenses d'investissement public.

⁶ «Réformes néolibérales et groupes d'affaires au Maroc».

⁷ «Le Maroc industriel dans la mondialisation : processus, trajectoires et acteurs».

⁸ «Une nouvelle économie politique de l'industrie : l'essor du salariat mondialisé dans la zone franche de Tanger».

⁹ «Le projet d'émergence industrielle du Maroc en question».

¹⁰ «Politique monétaire au Maroc».

¹¹ «Politique de contraction budgétaire au Maroc (1993 – 2014) : Bilan et perspectives d'avenir».

¹² «La réduction du déficit budgétaire durant le quinquennat 2012-2016 : un cadeau empoisonné».